L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres. No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 19 NOVEMBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 19 NOVEMBRE 1895

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Un grand coup d'épée dans l'eau.

On peut penser et dire ce que l'on voudra des Japonais ; ce sont les lions du jour. Sans le vouloir, certainement, sans s'en douter même, probablement, ils ont fait une grande chose, la plus grande peut-être des temps modernes. Ils ont ouvert devant le monde des horizons tout-à-fait inconnus, au moment où il y pensait le moins, alors même qu'il se passionnait intempestivement, maladroitement, pour une autre question qui n'est pas mûre, qui est pour le moment absolument insoluble, attendu que personne ne connaît le terrain sur lequel il marche, et ne sait ni ce qu'il fait, ni où il va—la question Africaine.

Les Japonais, par leur lutte victorieuse avec la Chine et, surtout, par l'esprit qu'ils y ont apporté, ont rendu possible, facile même, la solution d'un problème que, depuis des centaines d'années, personne n'avait osé aborder—la pénétration de l'Extrême Orient, du bloc asiatique par l'Europe.

Les Turcs et toutes les peuplades qu'ils ont converties à leur religion, depuis le Nord de l'Asie Mineure et de l'Anatolie, jusqu'au fond de l'Arabie, ne s'y sont pas trompés. Ils ont parfaitement compris que la pénétration par l'Extrême-Orient, par le Pacifique, entraînait la pénétration par l'Ouest, par la Méditerranée.

Attaqués directement, ils avaient résisté ; pris à revers, ils se croyaient perdus. De là, le mouvement de révolte qui s'est produit spontanément sur toute l'étendue de l'Islamisme—mouvement dont les chefs répudient les excès, mais qu'ils ont fomenté et que, secrètement, ils encouragent encore, malgré leurs hypocrites protestations.

C'est ainsi que la question sino-japonaise s'est propagée des extrémités de l'Est à l'Ouest, qu'elle s'est généralisée et est devenue la grande question asiatique, à la solution de laquelle toutes les nations civilisées sont intéressées.

Il n'y a rien à attendre du Sultan qui, d'abord, ne veut pas la réforme et ne peut pas la vouloir, attendu qu'il manquerait ainsi à tous ses devoirs de souverain et de Père des Croyants, et qui, ensuite le voulût-il ou le pût-il personnellement, en serait empêché par la masse de ses sujets, qui sont plus fanatiques que lui. Si menacé qu'il soit dans son pouvoir par les puissances européennes, il l'est encore davantage par les populations musulmanes. Pris ainsi entre deux feux, que voulez-vous qu'il fasse ? Il est capable de recourir à toutes les extrémités; il se jettera du côté qui lui offrira le plus de chances de salut ou le moins de danger.

Le voici en face d'une flotte formidable, la plus imposante peut-être que l'on ait jamais vue—une flotte de soixante-quinze à quatre-vingts navires de haut bord, dont vingt-six cuirassés. Ces navires appartiennent, en apparence, à quatre nationalités différentes s'entendant dans la poursuite d'un même but; en réalité, à deux unions, sinon ennemies déclarées, au moins rivales : d'un côté les Russes et les Français ; de l'autre, les Anglais et les Italiens.

Il y a, pour le moment, accord entre tous, soit; mais combien cela durera-t-il, et comment cela peut-il durer ? Il est très facile de s'entendre pour marcher contre un ennemi commun. C'est quand on a pénétré sur son territoire que les difficultés surgissent, et c'est au moment où l'on croyait avoir la paix, que commencent les véritables, les grandes hostilités.

Les autorités turques savent toutes ces choses ; c'est ce qui fait toute leur force et les pousse à la résistance. Supposons que les puissances aillent jusqu'au bout, enlèvent Constantinople et occupent une partie de la Turquie; alors, c'est, du côté des Turcs, la guerre sainte ; du côté des chrétiens, la division et la lutte ; c'est un saut brusque dans le plus terrible des inconnus.

Les puissances ne peuvent se jeter, tête baissée, dans une pareille aventure. Au moment décisif, le sentiment du danger les arrêtera. Tout le bruit actuel n'aboutira à rien. La grande, l'imposante démonstration à laquelle nous assistons, ne sera qu'un grand coup d'épée dans l'eau. Tout se bornera à un léger changement dans le personnel gouvernemental, peut être à l'intronisation d'un autre sultan qui ne vaudra pas mieux que celui qui aura abdiqué ou aura été déposé. On ajournera les réformes à des temps meilleurs—à Pâques, comme dit la chanson, ou à la Trinité ; et la Trinité se passera sans que rien n'ait été fait. Il n'y aura en qu'un odieux soulèvement de plus et vingt mille Arméniens de moins—le tout, parce que les puissances chrétiennes sont criminellement infidèles à leur mission et qu'elles se bornent à faire de la civilisation en paroles, toutes préoccupées qu'elles sont de la satisfaction de leurs tristes ambitions nationales et des mesquines intérêts de leur trafic.

Convenons-en, dans la terrible tourmente qui vient d'ébranler tout l'ancien monde, le beau rôle revient au Japon. Le Japon a été jusqu'ici correct et vraiment civilisateur. Nous regrettons de n'en pouvoir dire autant des puissances européennes.

Le Monument de Mac-Mahon à Alger.

Voici le texte du discours prononcé dernièrement par M. Cambon, gouverneur-général d'Algérie, à l'occasion de l'inauguration du monument élevé à Mustapha-Supérieur, à la mémoire du maréchal de Mac-Mahon :

Messieurs,

Il y a deux jours, nous honorions l'armée d'Afrique en célébrant le souvenir d'un de ses plus brillants combats. Aujourd'hui, nous inaugurons la statue d'un de ses chefs les plus illustres, et c'est elle encore que nous honorons avec lui.

Il semble que, par un privilège presque unique, la vie militaire de M. le maréchal de Mac-Mahon résume et condense l'histoire entière de l'ancienne armée d'Afrique. Bugeaud, Cavaignac, Lamoricière, Randon, Chanzy, se sont illustrés sur la terre algérienne, mais aucun d'eux n'a associé sa carrière à l'œuvre de la conquête depuis la première heure jusqu'au complet achèvement.

Il n'en fut pas ainsi de M. le maréchal de Mac-Mahon. Quand, le 14 juin 1830, les troupes françaises débarquaient à Sidi Ferruch, il sortait à peine de l'Ecole militaire et, jeune officier, il faisait partie du corps expéditionnaire.

En 1837, il prit part à l'assaut de Constantine : il gagnait successivement tous ses grades en Algérie, et vingt ans plus tard, en 1857, il commandait à Sheridan celle de nos divisions qui eut à soutenir le plus gros effort de la journée.

Sans doute, on le voyait partout où la France tirait l'épée, en Crimée, en Italie, et il y trouvait l'occasion de ces actions éclatantes qui l'ont fait connaître à tout l'univers : mais c'était là, si j'ose ainsi parler, des épisodes héroïques de sa carrière qu'il revenait ensuite poursuivre sur notre terre d'Afrique. Et quand enfin, devenu maréchal de France et gouverneur général, il la quitta pour toujours, aux heures tristes qui devaient mêler son nom aux glorieux et impuissants efforts de nos armes, pour défendre la France envahie, notre drapeau flottait partout, des frontières du Maroc à celles de Tunis : la conquête militaire de l'Algérie était achevée : l'œuvre de la colonisation allait commencer.

La vie de M. le maréchal de Mac-Mahon ne fut pas exclusivement militaire. On l'avait vu sous l'empire, au Sénat, protester seul contre la loi de sûreté générale et défendre à la tribune la liberté des citoyens. Plus tard, d'aveugles impatiences l'appelèrent à la première magistrature de l'Etat. Sa bonne foi et sa fidélité à nos couleurs furent ses sauvegarde contre les plus redoutables conseils. Il rentra dans la vie privée avec cette dignité qui est le propre des âmes hautes et désintéressées. Il vieillit dans la retraite, au milieu du respect de tous, et la République entoura ses funérailles de ces pompes exceptionnelles qu'elle réserve à ses plus grands et à ses meilleurs citoyens.

Une autre voix que la mienne vous parlera au nom de l'armée et vous dira ce que fut en M. de Mac-Mahon le soldat. Il était intrépide autant qu'homme le fut jamais, et il joignait au plus rare courage une modestie tranquille qui frappait tous ceux qui l'approchaient.

Un de ses officiers m'a conté qu'à la journée d'Isbordien, la tunique de son général avait été trouée par les balles de l'ennemi. Le soir venu, ses compagnons de table ordinaire l'attendaient, et comme il tardait un peu, l'un d'eux, celui même qui m'a rapporté cette anecdote, se rendit auprès de lui pour presser sa venue. Il le trouva occupé à changer de tunique, et comme il s'en montrait étonné : "C'est, lui dit M. de Mac-Mahon, que je ne veux pas montrer les trous de mon habit."

Ce sont là de ces mots qui découvrent une âme et qui nous la font pénétrer.

Il semble, en vérité, que la guerre ait deux manières de façonner les hommes et de développer l'héroïsme. La vaillance des uns s'accompagne d'éclat et de bruit, je dirais presque de fanfares : c'est Villars, c'est Murat, c'est Lamoricière en ses premières et brillantes années d'Afrique. Les autres ont une sorte d'abnégation et de simplicité dans l'accomplissement du devoir qui est proprement la vertu ; c'est Catinat, c'est Drouot, c'est Mac-Mahon.

Des vies comme celle de M. le maréchal de Mac-Mahon honorent une nation et une armée. Quels qu'aient pu être les revers et les tristesses de cette noble destinée, elle fut grande, car ce n'est pas, grâce à Dieu, uniquement au succès que se mesure la grandeur de l'homme, et la gloire du pays se fait de la grandeur de tous ses enfants.

Cette statue, que la République a élevée, en nous rappelant M. le maréchal de Mac-Mahon, témoignera de cette longue suite d'actions héroïques qui est l'histoire de l'armée d'Afrique, et si, comme on l'a dit, le souvenir est le lien des âmes, nos fils, en la contemplant, se souviendront toujours de ce qu'a fait la France pour leur donner l'Algérie : ils sentiront grandir en eux l'orgueil d'être Français et l'amour passionné de notre vieille patrie.

Les avantages du canal de Nicaragua.

Plus on étudie la question du canal de Nicaragua, plus on reste étonné, ahuri de ce qu'elle ne passionne pas les Américains, de ce qu'elle ne secoue pas la torpeur de leurs trop apathiques législateurs, de ce que, ici même, à la Nouvelle-Orléans, on ne s'en préoccupe pas davantage. Il est, cependant, bien évident que tous les habitants du Nord et du Sud, depuis l'embouchure du St-Laurent, dans le nord de l'Atlantique, jusqu'à celle du Mississipi, dans le Golfe du Mexique, ont immensément à y gagner.

Qu'avant le succès du canal de Suez, on n'ait pas entrevu les avantages que l'on pouvait tirer de la construction de cette voie de communication interocéanique, cela se conçoit ; mais, depuis cette expérience et cette leçon donnée au monde commercial, cela ne se comprend plus.

Le canal de Suez a, en effet, changé complètement la route du grand négoce. Auparavant, il fallait doubler ou le Cap Horn, ou le Cap de Bonne-Espérance. La route des Indes a été, par ce canal, prodigieusement raccourcie. Le commerce de la Grande-Bretagne en a été non pas doublé ou triplé, mais décuplé, pour ne pas dire centuplé. En voici la preuve. La première année, on n'y avait enregistré que 486 navires portant 436,600 tonnes de marchandises. En 1891, au contraire, il passait par le canal 4,207 navires, enregistrant 8,700,000 tonnes. La moyenne des dimensions des navires qui étaient, en 1870, de 1,300 tonnes, s'est élevé, en 1891, à 2,090 et, en 1894, à 2,400.

Le canal de Nicaragua ouvre de bien autres perspectives au commerce. Il ferait de toute l'Amérique Centrale, le centre du grand négoce ; il en peuplerait les contrées, restées jusqu'ici désertes.

La circonférence du globe est en droite ligne de 21,600 milles, à la hauteur de New York. Avant le canal de Suez, il fallait faire 30,000 milles pour faire le tour du monde. Le canal de Suez a réduit cette distance à 28,000 milles. Le canal de Nicaragua la ferait tomber à 23,000 milles.

Prenons pour exemple la traversée de la Nouvelle-Orléans à San Francisco. Par le cap Horn, il faut faire 13,539 milles; avec le canal de Nicaragua, il n'en faudrait plus faire que 4,147. La différence est énorme, comme on le voit.

De même de la Nouvelle-Orléans à Valparaiso. Par le cap Horn, la distance est de 8,805 milles par le canal de Nicaragua, elle serait réduite à 4254. Là, également, le gain est prodigieux.

Il y aurait tout un volume à écrire sur cet intéressant sujet. Il est vrai que ce n'est pas de la politique proprement dite et qu'en s'en occupant, on n'a guère l'espoir de se procurer des sinécures pour les siens ou pour ceux qui vous servent d'appui aux élections ; mais l'immense trafic qui se ferait de ce côté pourrait doubler le nombre des emplois dans les compagnies interocéaniques, et procurer à une foule de jeunes gens des emplois actifs et lucratifs au lieu des places dans lesquelles ils végètent, plus nuisibles qu'utiles au pays qu'ils prétendent servir.

Nos livres.

Nous venons de recevoir les livres de nos derniers coupons, et prions les personnes qui y ont droit, de venir les réclamer à nos bureaux dans le plus bref délai possible.

LE PROTECTORAT DE MADAGASCAR.

Voici les principaux passages d'un article de M. Martineau sur le "Protectorat de Madagascar", que publie la *Revue politique et parlementaire :*

Dans les discussions courantes qui s'engagent au sujet de l'organisation de nos diverses colonies, on perd trop souvent de vue les principes sur lesquels il convient de s'appuyer.

Or, l'un des plus importants, sinon le plus important de tous, est celui qui consiste à tirer parti d'une conquête, sans que l'administration du pays conquis coûte à la Métropole des dépenses supérieures aux bénéfices qu'elle procure. On peut, pour des raisons d'amour-propre et dans une vision trop optimiste de l'avenir, avoir une autre conception de la politique coloniale; on peut jeter l'argent à pleines mains et multiplier les fonctions; mais nul ministre, soucieux de laisser une succession liquide aux fils de ceux qu'il administre, ne consentira à engager leur héritage pour des nécessités secondaires ; il s'efforcera, au contraire, de proportionner ses dépenses aux ressources normales dont il dispose ; il réduira son action personnelle au minimum d'efforts apparents ; il évitera enfin de paralyser l'œuvre des colons par le luxe d'une administration nombreuse, persuadé que la liberté, ayant pour gages de bonnes finances, est le premier besoin de la colonisation.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, il y a quelques mois, les colons, les voyageurs, les missionnaires, les hommes politiques français, ayant habité Madagascar, ont émis, à la presque unanimité, le vœu qu'"au lendemain de la conquête, l'île de Madagascar fût mise face à face avec les responsabilités financières qui, seules, peuvent prévenir les fautes du présent et faciliter la tâche des colons de l'avenir." Il est posé en principe que l'île devait vivre de ses seules ressources et suffire à tous les besoins de son administration ; pour atteindre ce résultat, ils ont préconisé, longtemps avant que l'opinion publique n'en fût saisie, le régime du protectorat comme celui qui est le plus compatible avec le respect des coutumes indigènes et le plus susceptible de nous garantir contre les dangers d'une administration trop compliquée.

C'est qu'en effet l'annexion, qu'on le veuille ou qu'on s'en défende, conduit à une administration directe avec toutes les charges qui en dépendent. Là où l'on pourrait utiliser le concours des populations indigènes, habituées à vivre de peu, on introduit le fonctionnaire européen qu'il faut payer très cher. Ce fonctionnaire est d'ordinaire étranger aux mœurs des populations qu'il vient administrer, et lorsque d'aventure il a appris à les connaître, il s'en va pour faire de nouvelles études et visiter de nouveaux pays. Cependant les peuples conquis ne connaissent notre civilisation que par les ordres qu'ils reçoivent et non par le concours qu'ils nous donnent, restent perpétuellement en leur pays à l'état de parias, aussi étrangers à nos mœurs, aussi réfractaires à nos idées que s'ils nous ignoraient. Tenus à l'écart de toute action publique, relégués, lorsqu'on les emploie, dans les fonctions les plus subalternes et les plus misérables, ils ont le sentiment que la conquête, loin d'avoir élargi leur esprit et développé leur cœur, les a plongés dans une déchéance dont ils n'entrevoient pas la fin. Pour eux, l'annexion est la forme la plus rudimentaire de la civilisation, si elle n'en est pas la négation elle-même. Elle ne les conduit pas toujours à des révoltes ouvertes, qu'ils seraient impuissants à entretenir, mais elle provoque en eux des révoltes de conscience, qui créent à notre administration des difficultés d'autant plus redoutables qu'elles sont le plus souvent occultes et inavouées.

Nous ne voulons pas dire que le protectorat soit une formule magique, en vertu de laquelle les races inférieures franchissent tout d'un coup les étapes du progrès et considèrent comme des libérateurs les peuples qui les soumettent ; il reste toujours chez ces races le souvenir de la nationalité perdue ; mais, par son essence même, le protectorat laisse aux indigènes certaines apparences d'indépendance et leur conserve une part dans l'administration des affaires publiques. Cela suffit pour que nous obtenions, sinon leur dévouement, du moins leur neutralité. Si, d'autre part, ces indigènes sont, comme les Tunisiens et comme les Hovas, un peuple aux institutions déjà anciennes, avec des rouages administratifs quasi réguliers et un gouvernement à peu près respecté et obéi, il ne nous reste qu'à surveiller et à diriger de haut ces forces diverses, pour qu'elles concourent au but auquel nous les destinons. Notre autorité n'en souffre pas et nos finances en bénéficient.

.... Nous concluons, et, comme on pourrait nous accuser d'être avocat dans notre propre cause, nous emprunterons dans notre conclusion à un journal de la Réunion. On croit généralement que nos compatriotes de cette île sont inféodés à la doctrine de l'annexion ; le langage de leurs représentants au Parlement n'est pas étranger à cette opinion ; mais voici une note nouvelle et jusqu'à un certain point inattendue ; on ne la lira pas sans un profond intérêt. Elle émane du *Petit Journal* de Saint Denis, qui est de beaucoup le journal le plus répandu de la Réunion et elle a paru dans le numéro du 8 août dernier. Nous l'opposerons, si l'on veut, aux vœux plus ou moins étudiés de certaines sociétés de géographie, qui tracent d'autant plus volontiers un devoir au gouvernement qu'elles n'ont aucune responsabilité :

"Dans la pensée de tous, dit le journal bourbonnais, la France doit exercer à l'avenir une action sérieuse et définitive sur le territoire malgache.

"Le problème se trouve réduit à cette formule : l'action de la France sera-t-elle directe ou s'exercera-t-elle indirectement ? En d'autres termes, faut-il annexer Madagascar, ou se contenter d'y asseoir solidement, par un système de protectorat bien compris, la domination de notre pays ?

"Dans l'un et l'autre cas, l'influence française peut être absolument sauvegardée. Mais si la seconde solution, celle du protectorat, demande un examen consciencieux et des précautions qui nous mettent à l'abri des ingérences étrangères, si elle exige qu'avant d'y adhérer, on étudie attentivement, pour n'en émettre aucun, les moyens de contrôle effectifs sur toutes les branches de l'administration indigène, si cette solution, plus délicate, a besoin, pour être formulée, d'une grande souplesse d'esprit, en même temps que de caractères fermes et sages, il n'est pas moins évident qu'avec l'annexion des craintes surgissent, bien autrement sérieuses.

"Avec l'annexion, il faut pourvoir le pays de fonctionnaires de tous ordres, prix un peu parroot, qui seraient les initiateurs des institutions administratives françaises. Hélas! combien lourdes seraient au début de notre œuvre coloniale, ces institutions! Combien nombreux les fonctionnaires!

"Et qui soldera la note ? La Métropole, n'est ce pas ?

"Comptez, si vous le pouvez, avec tous les tempéraments, tout l'esprit d'économie possible, supprimez les abus, les gaspillages, mettez tout au mieux, il en restera toujours assez à payer pour que nous hésitions devant un système qui impose à la France un pareil sacrifice.

"Et notre hésitation s'explique d'autant plus qu'à entretenir une armée de fonctionnaires, on est loin, chacun le sent, d'aider à la prospérité des contrées naissantes.

"Mais il n'y a pas que ce danger. L'annexion en offre un autre plus redoutable, à nos yeux : c'est de laisser la porte grande ouverte aux institutions politiques de la Métropole. On en a accablé les vieilles colonies : Madagascar succomberait certainement sous le poids de cette armature. Et l'on aura beau prêcher la patience aux hommes d'Etat qui nous gouvernent, on aura beau étaler à leurs yeux tous les inconvénients de l'émancipation politique des Malgaches, rien n'empêchera que, dans un avenir plus ou moins prochain, des disciples de Schœlcher, des politiciens à outrance, ne servent à la "France orientale", à dose lente peut-être, mais à dose sûrement mortelle, le poison politique.

"L'argument nous paraît des plus graves. On comprend qu'il ait fortement impressionné les meilleurs esprits et que des écrivains s'en soient emparés pour s'opposer à la propagande d'annexion."

Tout commentaire affaiblirait la valeur et la portée de cet article, écrit dans une colonie française, à quelques lieues seulement de Madagascar, au milieu d'une population créole qui, depuis deux siècles, poursuit la conquête de l'île et la voit enfin se réaliser !

PADEREWSKI.

Un nom qui, dans le moment est sur toutes les lèvres, est celui du célèbre pianiste qui, sous peu, se fera entendre à la Nouvelle Orléans.

Son opulente chevelure a fort amusé les New Yorkais qui ne lui ont pas marchandé leurs sarcasmes dernièrement ; et la chronique ajoute que le grand musicien, sous le coup de l'indignation, s'est rendu chez un perruquier et s'est fait tondre.

A BRUXELLES.

Des fêtes viennent d'avoir lieu à Bruxelles pour célébrer la prochaine mise à exécution du projet tendant à la réalisation de *Bruxelles port de mer*. Il s'agit purement et simplement de l'élargissement et de l'approfondissement de canaux qui déjà relient la capitale brabançonne à l'Escaut maritime. Tout le monde officiel a montré une grande allégresse. Le président de l'Union syndicale de Bruxelles, qui occupait le haut bout de la table d'honneur au banquet final, n'a pas hésité, dans un discours prononcé *inter pocula*, à déclarer *urbi et orbi* son admiration pour "le chef d'Etat qui, de tous les souverains actuels, est celui qui a, dans les idées, les intentions et les actes, le plus de noblesse, de générosité et de désintéressement". Voilà qui n'est pas aimable pour le fidèle ami et allié Guillaume II, relégué au-dessous de ce superlatif.

L'esprit d'autrefois.—Diderot étant allé un jour chez Panckouke, imprimeur-libraire, pour corriger des épreuves de l'*Encyclopédie*, trouve ce libraire occupé à s'habiller ; comme il allait fort lentement à cause de son grand âge, Diderot prit son habit et l'aida à le mettre.

Panckouke s'en défendait :

—Laissez faire, lui dit le philosophe, je ne suis pas le premier auteur qui aura habillé un libraire.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

Un Italien assassiné près de Plaquemine.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Plaquemine, Louisiane, 18 novembre—Un ouvrier italien nommé Sam Olus a été assassiné la nuit dernière sur la plantation Mayflower, appartenant à M. R. G. Commeaux.

Olus avait travaillé sur la plantation Union, à M. H. Gay, et avait reçu son salaire hier soir. L'assassinat a eu le vol pour mobile, car l'argent, la montre et la chaîne du malheureux ont disparu.

Les meurtriers n'ont laissé aucune trace.

Les Massacres de Kharput.

Informations Demandées par le Ministre des Etats-Unis.

Nouveaux Massacres à Sirus et à Gurun.

LA PORTE ORDONNE UNE ENQUÊTE

Les Alarmes du Sultan.

L'APPEL DES RÉSERVES.

Presse Associée.

Constantinople, 17 novembre, par voie de Sofia, Bulgarie, 18 novembre—Les détails du massacre de huit cents Arméniens à Kharpat, du sac et de l'incendie de huit des douze propriétés appartenant aux missions américaines ne sont pas encore arrivés à Constantinople.

Le ministre des Etats Unis, M. Alexander W. Terrell, a demandé des informations par télégraphe. Il a demandé spécialement si les propriétés des Américains ont été incendiées par les émeutiers, ou si elles ont pris feu et ont été détruites par suite d'une conflagration générale.

Les résidents et les missionnaires américains de Bitlis ont dû regagner Van sous une escorte de soldats turcs accordée sur les représentations de M. Terrell.

En prévision des récents massacres, le représentant des Etats-Unis avait demandé et obtenu du gouvernement turc des ordres catégoriques pour la protection des missionnaires américains, et rien de ce qui pouvait assurer leur sécurité n'a été négligé par les fonctionnaires des Etats-Unis.

Malgré un congé accordé, M. Terrell est resté à son poste. Il est déterminé à ne quitter Constantinople qu'au moment où tous les Américains seront en lieu sûr, et que l'ordre sera rétabli en Asie-Mineure.

A la requête du consul des Etats Unis, le vali d'Alepho a envoyé certains hauts fonctionnaires turcs pour protéger les Américains, et il les tient responsables de la vie de ceux qui leur sont confiés.

D'autres massacres sont annoncés de Sivas, et on rapporte que quatre mille Arméniens ont été tués à Gurun.

Quoique ces derniers massacres ne soient pas confirmés, les fonctionnaires turcs de Constantinople admettent que les Kurdes ont attaqué à deux reprises les Arméniens de cette ville, et que le nombre des tués est considérable, attendu, disent les Turcs, que la révolte des Arméniens ne pouvait être réprimée autrement.

La Porte a, dit-on, ordonné une enquête spéciale sur les massacres d'Alexandrette, dans le nord de la Syrie, où, comme la *Presse Associée* l'a exclusivement annoncé samedi dernier, trois cents soldats turcs ont assisté à la tuerie sans faire aucun effort pour rétablir l'ordre.

La police a déchiré les placards révolutionnaires relatant les déclarations faites par le premier ministre anglais au banquet du lord-maire, le neuf novembre dernier.

Les arrestations continuent et on rapporte qu'un certain nombre des membres du parti des jeunes Turcs ont été secrètement exécutés.

On dit que la réunion des escadres étrangères dans la baie de Salonique cause de telles alarmes au sultan qu'il en est presque fou, et on sait qu'il a envoyé aux valis des provinces où règnent les troubles des ordres pour réprimer les émeutes.

De plus, des commissaires spéciaux ont été envoyés en toute hâte de Constantinople dans diverses parties de l'Asie Mineure, avec pleins pouvoirs pour réprimer les soulèvements révolutionnaires.

Sir Philip Currie, l'ambassadeur d'Angleterre, ne peut arriver à Constantinople avant mercredi.

On annonce que l'escadre anglaise a reçu de nouveaux renforts.

Une autre conférence des représentants des Puissances a été tenue à l'ambassade d'Autriche.

On pense que Sir Philip Currie, en se rendant à Constantinople, fera une courte visite au ministère des affaires étrangères d'Autriche.

D'importantes nouvelles sont attendues de Zeitoun où un combat désespéré s'est engagé entre les Arméniens retranchés et les troupes turques envoyées pour les disperser.

L'organisation des réserves se fait lentement.

La principale difficulté est de trouver des équipements convenables, des munitions et des approvisionnements pour les hommes à leur arrivée. Environ deux quarante bataillons de réservistes ont été appelés cette ville.

EN TURQUIE.

Les Escadres des Puissances.

L'influence de leur présence sur le gouvernement turc.

Presse Associée.

Londres 18 novembre — On estime dans les cercles bien informés, aujourd'hui, que la réunion des escadres des Puissances à Salonique produit un excellent effet sur le gouvernement turc, et que le Sultan a enfin pris la détermination d'arrêter l'effusion de sang en Asie Mineure.

On comprend que lord Salisbury a reçu l'assurance que le Sultan a envoyé des commissaires en Asie Mineure, avec l'instruction de mettre à exécution aussi promptement qu'il sera praticable les réformes demandées par les Puissances et qu'en dehors de la réunion des escadres étrangères à Salonique, les Puissances ne prendront pas de nouvelles mesures pour le moment, étant désireuses d'accorder au gouvernement turc toutes les facilités possibles pour rétablir l'ordre dans les districts troublés, sans avoir recours à des mesures qui ne pourraient qu'augmenter l'état d'anarchie.

La dépêche suivante a été reçue ce matin par l'Association Anglo-Américaine :

Les Arméniens sont livrés aux massacres dans toutes les parties de l'Asie-Mineure.

Plus de cent mille personnes sont mourantes de faim et de froid.

Les distribution de secours à Sasoun a cessé.

Pour l'amour de Dieu, demandez instamment au gouvernement de mettre un terme aux plus terribles évènements des temps modernes.

La Porte est sans puissance, attendu que les lignes télégraphiques sont sous le contrôle des fonctionnaires du Palais qui ont incité les massacres dans toute l'Anatolie.

Une dépêche, reçue de Rome à Londres aujourd'hui, dit que des avis de Constantinople démontrent que l'agitation contre les chrétiens du nord de l'Asie se répand, et que des massacres ont été perpétrés près d'Alepho.

Les Coolies Japonais à la Guadeloupe.

Presse Associée.

Washington, 18 novembre—Les planteurs sucriers français de la Guadeloupe ont essayé le travail des coolies japonais et n'ont obtenu aucune satisfaction, d'après un rapport du vice-consul des Etats-Unis, M. Ste-Croix de la Roncière, au gouvernement.

Apprenant que les travailleurs de cette classe avaient été employés avec succès aux Iles Fidji et en Nouvelle-Calédonie, les planteurs de la Guadeloupe ont amené 400 coolies japonais en 1894, et ils ont été désappointés.

De nombreuses plaintes ont été faites et les propriétaires sont mécontents du travail exécuté.

Au mois de septembre dernier, deux cents de ces ouvriers ont refusé de travailler sous divers prétextes et ont envahi une plantation près de la ville principale.

Les inspecteurs japonais ont été impuissants à les faire partir. Les gendarmes sont finalement arrivés et ont mis aux fers 143 coolies.

Pension à la Princesse Kaiulani.

L'Annexion d'Hawaii aux Etats-Unis.

Presse Associée.

Port Townsend, Etat de Washington, 18 novembre — D'après des avis reçus d'Honolulu par la barque C. D. Bryant, l'idée d'une pension annuelle de $6.000 à la princesse Kaiulani, héritière du trône, est entretenue. Beaucoup de législateurs se sont déclarés en faveur de cette proposition.

La lutte vive qui s'est engagée à propos de la confirmation de la nomination de M. Castle au poste de ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, qui n'a été confirmée que par une voix de majorité, a eu pour résultat un compromis par lequel le juge Hatch, membre du ministère, a été définitivement nommé.

Quelques jours avant le départ du ministre pour Washington, les membres du Cabinet se sont réunis et, dans une longue conférence, ont discuté la possibilité de l'annexion d'Hawaii aux Etats-Unis.

Un fonctionnaire ministériel a établi que M. Hatch a reçu l'instruction d'agir de façon à cimenter les liens qui unissent les deux contrées jusqu'au prochain changement de l'administration, et d'insister ensuite sur la prompte admission d'Hawaii comme territoire.

L'île de Trinidad.

Presse Associée.

New York, 18 novembre—Le gouvernement brésilien a définitivement conclu que l'arbitrage n'est pas admissible dans la question de propriété de l'île de Trinidad, comme le propose le gouvernement britannique, dit une dépêche envoyée par le correspondant de Rio de Janeiro du *Herald*.

Le gouvernement anglais refuse également de prendre en considération une telle suggestion pouvant sortir de la discussion de la question dans le Parlement.

La nouvelle triple alliance.

Une lettre autographe du Tsar.

Presse Associée.

New York, 18 novembre—Le grand duc Vladimir est porteur d'une lettre autographe du Tsar à l'empereur Guillaume au sujet de la situation en Turquie, annonce une dépêche de St-Pétersbourg au *Herald*.

Cette lettre suggère que, si l'Angleterre insiste pour le démembrement de la Turquie, les trois Puissances unies dans la question japonaise s'accordent de nouveau pour résister de concert contre elle.

NOUVELLES AMERICAINES.

Un météore.

Presse Associée.

Morgan, Texas, 18 novembre — Un météore a passé au dessus de la ville de Morgan à 8 heures 15, hier soir. Le ciel a été illuminé comme par des éclairs. Un bruit comparable à celui du tonnerre se fit entendre ensuite.

HOLMES.

Le défenseur du célèbre criminel accusé de corruption de témoin.

Presse Associée.

Philadelphie, Pennsylvanie, 18 novembre—L'affaire Holmes est entrée dans une nouvelle phase sensationnelle aujourd'hui.

En pleine cour, le plus âgé des défenseurs de Holmes, Wm. A. Shoemaker, a été accusé d'avoir produit de faux témoins à décharge, en corrompant une femme ne connaissant rien de l'affaire pour l'engager à déposer en faveur de l'accusé.

Une lettre du révolutionnaire Garza.

Presse Associée.

San Antonio, 18 novembre.—Des avis reçus aujourd'hui de Palo Blanco, comté de Nueces, Texas, annoncent que Mme Catarino Garza, la femme du révolutionnaire mexicain qui a créé tant de troubles sur les bords du Rio Grande, il y a quelques années, et qu'on supposait tué en Colombie, dans l'Amérique du Sud, a reçu une lettre de son mari.

D'après les informations contenues dans cette lettre, Garza est bien vivant et prend une part active à la révolution de Cuba, où il commande une compagnie d'insurgés connue sous le nom d'Et Mexicano.

Mme Garza vit sur le ranch de son père, Don Alexandro Gonzalès, près de Palo Blanco. La teneur complète de la lettre n'est pas connue, mais on dit qu'un poste important a été promis à Garza si les insurgés sont victorieux.

Explosion dans le Kentucky.

Presse Associée.

Vanceburg, Kentucky, 18 novembre—A vingt milles au sud de Vanceburg, dans le comté de Grassy, une chaudière de la fabrique de George W. Stamper jr a fait explosion samedi après midi. Deux hommes ont été tués et plusieurs autres ont été blessés grièvement, sinon mortellement.

Cecil Kidwell, le mécanicien, a été tué sur le coup ; son corps a été lancé dans un état de mutilation horrible à plus de cent yardes de distance. Watson Price a également été tué instantanément. John Edwin a reçu des blessures mortelles, et six personnes, dont les noms ne sont pas encore connus, ont été grièvement brûlées par la vapeur.

Le cirage américain.

Presse Associée.

Washington, 19 novembre—Des souliers bien cirés sont inconnus en Europe, d'après le consul des Etats-Unis à Genève, M. Ridgeby. Il déclare qu'un poli presque imperceptible est tout ce qu'on peut obtenir d'un cirage de bottes, et il l'attribue à la mauvaise qualité du cirage employé.

Le consul assure qu'il y a de bonnes chances sur les marchés européens pour les fabricants de cirage américains entreprenants.

Le Nouveau Messie.

Presse Associée.

Chicago, 18 novembre — Francis Schlatter, le Messie du Nouveau Mexique, disparu de Denver la semaine dernière, a écrit à une personne de Chicago qu'il sera dans cette ville le 30 novembre prochain.

Avis aux fauteurs de désordre.

Presse Associée.

Washington, 18 novembre.—La Cour Suprême des Etats-Unis a confirmé aujourd'hui la décision de la cour inférieure dans le cas du gouvernement contre W. H. Clune, un des participants de la branche californienne à la grève ordonnée par Debs et consorts.

Clune et plusieurs autres ont été reconnus coupables d'avoir nui au service des Postes des Etats-Unis.

Au Territoire d'Oklahoma.

Presse Associée.

Oklahoma City, Territoire d'Oklahoma, 18 novembre—L'honorable Sidney Clarke, président du comité exécutif, a convoqué une convention à Shawnee pour le 4 décembre 1895.

Cette convention promet d'être la plus nombreuse et la plus importante jamais réunie dans le territoire.

Une importante délégation sera envoyée d'Oklahoma et de la tribu des Chickasaws à Washington pour aider à l'admission comme Etat dans l'Union.

La catastrophe de Cleveland.

Presse Associée.

Cleveland, Ohio, 18 novembre—Les équipes de sauvetage et les pompiers ont continué ce matin de bonne heure, leurs recherches des victimes de la terrible catastrophe de samedi soir, au pont tournant du viaduc central.

Un peu après dix heures, le cadavre d'une femme a été ramené à la surface de l'eau. C'est celui de Martha [illegible] heimer, belle-sœur de Mme John A. Sauerheimer dont le corps a été trouvé peu de temps après l'accident.

On croit qu'au moins un ou deux cadavres se trouvent encore au fond de la rivière, que l'on continuera à draguer.

Rogers, l'électricien qui a sauté avec le char et a ainsi sauvé sa vie, a été traduit ce matin devant le